



DECLARATION DES CHEFS TRADITIONNELS DE L'OUEST CAMEROUN

Nous, chefs traditionnels, membres du Conseil des Chefs Traditionnels de l'Ouest Cameroun (C.C.T.O),

- Conscient de notre rôle et devoir de garant de la cohésion socioculturelle de nos populations, de protecteur de la veuve et de l'orphelin, de parapluie de tous nos enfants quelle que soit leur obédience politique, religieuse et autre,
- Sensibles et ébranlés par la situation des crimes horribles qui ont cours dans notre pays et, plus en générale par la situation sécuritaire et sociopolitique tendue que nous vivons,
- Reconnaissant et regrettant notre attentisme jusqu'ici, face à ces problèmes que nous pensions pouvoir être résolus par les mesures et actions prises par les pouvoirs publics,
- Inquiets de la dégradation de la situation qui devient de plus en plus volatile,

Venons à travers cette déclaration, jeter notre regard sur ces crises et, humblement, apporter nos suggestions et propositions pour aider à leur résolution.

Sur le plan sécuritaire,

La guerre dite du NOSO est entrain de verser dans une barbarie insoutenable avec pour principales victimes, les civils et même des enfants qui voulaient juste s'instruire. Des assassinats, décapitations, exécutions sommaires, enlèvements et humiliations de toutes sortes se multiplient et se banalisent, portant ainsi une atteinte grave aux droits et à la dignité humaine dans notre pays.

La chefferie traditionnelle, rempart du peuple en cas de doute, lieu de décharge de tous leurs problèmes, antre séculaire de réconciliation et de « dénouement des fils entremêlés », est, elle aussi, touchée dans son essence avec des atteintes à sa sacralité et même à l'intégrité physique des gardiens de la tradition. Ceci démontre la profondeur de la fracture sociale entre une partie du peuple et ses dirigeants à tous les niveaux.

Nous adressons tout d'abord nos condoléances et notre profonde compassion aux

nombreuses familles ainsi endeuillées.

Nous condamnons sans réserve toute cette violence disproportionnée et gratuite, ainsi que toutes les exactions d'où qu'elles viennent.

Tout en réitérant notre attachement à la préservation de l'intégrité territoriale de notre pays, nous avons la faiblesse de penser que l'option militaire jusqu'ici utilisée pour juguler cette crise semble montrer ses limites.

Tout en exprimant notre compassion et notre sympathie à nos pairs chefs traditionnels des régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest pour ce drame qu'ils vivent avec leur peuple, Nous interpellons en premier lieu, les chefs traditionnels de notre pays afin qu'ils organisent urgemment une rencontre pour activer, à leur niveau, les mécanismes traditionnels et coutumiers de résolution de ce type de conflit interne. Nous pensons que la chefferie traditionnelle doit s'impliquer dans la recherche d'une solution endogène et concertée, pour une réconciliation effective et un apaisement des cœurs.

De même, nous exhortons les parlementaires à prendre leurs responsabilités en inscrivant à leur ordre du jour cet épineux problème dit anglophone pour enfin apporter, en tant que représentation nationale, leurs propres contributions aux solutions de retour à la paix.

Tout en appréciant à sa juste valeur les avancées découlant du Grand Dialogue National, nous suggérons aux pouvoirs publics, d'aller au delà des balises posées, en facilitant tout d'abord une concertation entre tous les courants de revendication de nos frères du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, pour ensuite asseoir un autre dialogue, cette fois-ci avec des interlocuteurs reconnus et mandatés, et, de préférence sous l'égide d'un ou de plusieurs médiateurs/facilitateurs crédibles et acceptés par tous.

Puisse le sacrifice suprême des innocents de Kumba et de Ngarbuh, des chefs traditionnels Esoh Itoh et Molinga Francis Nangoh, celui de nos soldats et des nombreuses autres victimes de cette immonde et fratricide guerre, interpellier notre conscience la plus profonde.

Dans la partie septentrionale de notre pays, la secte islamique Boko Haram, que nos vaillants soldats avaient repoussée dans ses derniers retranchements, semble, comme une hydre, reprendre du poil de la bête. Leurs incursions destructrices et meurtrières sont récurrentes avec son lot de tueries, de vols et de kidnappings.

La région de l'Est n'est pas en reste avec les incursions des éléments armés venus de la République Centrafricaine voisine.

Nous réitérons notre soutien à notre Armée républicaine et à son Commandant en chef pour réactiver et accentuer la lutte afin de débarrasser notre pays de cette gangrène extrémiste.

Un autre phénomène sécuritaire qui nous préoccupe, c'est ces explosions de bombes

artisanales dans nos grandes villes, avec, fort heureusement des dégâts limités. Comme dit un proverbe de chez nous, « une petite négligence peut causer de graves conséquences ». Nous exhortons nos dirigeants à prendre très au sérieux ces signes avant-coureurs afin d'étouffer cet épiphénomène dans l'œuf.

Sur le plan sociopolitique,

Nous constatons une montée progressive d'une certaine tension et frilosité qui crée un climat de méfiance, d'intolérance et même de défiance.

Une crise de confiance quasi généralisée semble s'installer entre le peuple et les politiques de tous bords, ces derniers étant plus occupés par leurs joutes de pouvoir que par l'amélioration des conditions de vie des populations.

Tous les coups sont désormais permis et les armes les plus viles comme la tribalisation de la scène politique et l'instrumentalisation politique de la justice sont utilisées.

Malgré la récente loi pénalisant les propos et faits tribalistes, les uns et les autres exacerbent la haine tribale sans en être inquiétés.

Les libertés fondamentales sont de plus en plus bafouées, malgré une certaine liberté d'expression sur les antennes télé ou radio et sur les réseaux sociaux.

Certains partis politique de l'opposition adopte une posture de plus en plus radicale poussant les pouvoirs publics à leur tour à une rigidité.

Le dialogue et la concertation patriotique sont pratiquement rompus entre les pouvoirs publics et les partis d'opposition.

Les lois et textes de la République sont bafoués autant par le pouvoir que par l'opposition au gré des intérêts égoïstes.

Les pouvoirs publics semblent ne plus être réceptifs qu'aux courtisans et laudateurs et tolèrent de moins en moins la critique, fut-elle positive. De même, du haut de leur piédestal, ils ne donnent désormais que très peu de considération et de respect au citoyen et à l'humain.

L'équilibre régional qui avait un objectif noble d'assurer une représentativité de toutes les aires socioculturelles à la gestion de la chose publique semble dépassé de nos jours, mais surtout, est travesti par le favoritisme, la corruption et le népotisme.

Les relations entre les chefs traditionnels et les autorités administratives se raidissent peu à peu en donnant lieu à des scènes surréalistes.

Les rapports entre la diaspora et les pouvoirs publics sont plus que délétères et, ce problème est malheureusement adressé sous un prisme tribal.

Fort de ces constats, nous formulons ces quelques propositions et suggestions aux chefs

traditionnels, au gouvernement de la République, ainsi qu'à nos leaders politiques, afin de ramener un climat de confiance et de sérénité sur la scène politique et sociale de notre pays.

- Les chefs traditionnels, gardiens du temple, sont l'un des derniers remparts du peuple et même de l'Etat en cas de problèmes. Etant à la base de la création de la nation camerounaise avec la signature du traité germano-duala de 1884, ils ont le devoir de protéger leur pays en s'impliquant dans la lutte contre le tribalisme, ceci en prônant plus que par le passé, l'intégration nationale par la base, mais aussi en posant des actions concrètes pour magnifier notre cohésion nationale au-delà de notre diversité culturelle. Ils peuvent par exemple organiser un grand forum national contre le tribalisme.

Nous suggérons en plus:

- Une reconnaissance de la légitimité gouvernementale par l'opposition dite radicale afin de décrisper la scène politique et créer ainsi une ouverture de concertation.
- La mise en place urgente d'un cadre de concertation entre les pouvoirs publics et les partis politiques, ce cadre pouvant à l'avenir, être institutionnalisé.
- La mise en veille des dissensions partisans pour une union sacrée de tous afin de trouver une solution au conflit interne dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.
- Une concertation de tous les leaders d'opinion afin de définir de façon consensuelle un cadre pour une prochaine transition politique paisible.
- Une réforme concertée des lois électorales avec en prime la définition d'un calendrier électoral permanent.
- Une réforme constitutionnelle afin d'assurer une stabilité et une alternance redynamisante à la tête de nos institutions.
- La mise en œuvre réelle d'une certaine indépendance entre les pouvoirs Exécutif, Législatif et Judiciaire, afin d'améliorer de façon significative notre démocratie en construction.
- La mise en place d'un dialogue entre les pouvoirs publics et la diaspora sous l'égide d'un médiateur international.
- La réforme de l'équilibre régionale par une répartition équitable de 10% par région essentiellement basé sur le mérite.
- Nous félicitant d'ores et déjà du nouveau code sur la décentralisation, nous sollicitons que les pouvoirs publics osent aller plus loin avec des nouvelles réformes portant sur :
 - L'institutionnalisation, au delà des communes, du village autonome comme entité de base des collectivités territoriales décentralisées,
 - L'augmentation de la dotation spéciale de la décentralisation en l'élevant au moins à 30 % du budget national,

- La mise en place, au niveau national et auprès des conseils régionaux, d'une chambre des chefs traditionnels avec voix consultative, afin de sortir ces derniers des joutes politiques partisanes.

Sur le plan sanitaire :

Nous tenons à féliciter le gouvernement, à travers le Ministère de la santé publique, mais aussi le personnel sanitaire, Mgr Samuel Kleda, les tradi-praticiens de notre pays et toutes les personnes et institutions qui se sont mobilisés pour lutter contre la terrible pandémie de la COVID-19. Grâce à leur abnégation, l'épidémie a été maîtrisée et les dégâts assez limités.

Néanmoins, nous ne sommes pas à l'abri d'une deuxième vague plus meurtrière, c'est pourquoi nous suggérons le maintien des mesures barrières et des contrôles méticuleux des arrivées dans les aéroports.

De même, nous sollicitons une amélioration considérable des plateaux techniques de nos hôpitaux de référence et de district.

Par ailleurs, nous constatons que les malades atteints d'insuffisance rénale vivent un calvaire permanent. Malgré les efforts des pouvoirs publics de doter tous les chefs-lieux de région d'un centre d'hémodialyse, plusieurs ne sont toujours pas fonctionnels, d'où notre interpellation à accélérer leur installation.

En outre, le projet de couverture sanitaire universelle très attendue, devrait être urgemment mené à son terme pour assurer à tous les citoyens un accès aux soins quels que soient leurs revenus.

Sur le plan économique :

L'impact de ces situations sécuritaire, sociopolitique et sanitaire est indéniable sur l'économie de notre pays et requiert des mesures courageuses et incitatives pour maintenir notre tissu industriel et économique à flot.

Nous proposons dans ce sens :

- L'accentuation de la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics,
- La diminution du train de vie de l'Etat,
- L'augmentation du budget d'investissement à hauteur de 50 % du budget total.
- L'indexation de l'impôt des petites et moyennes entreprises sur le bénéfice et non plus sur le Chiffre d'affaires,
- Le paiement d'un pourcentage considérable de la dette intérieur,

- L'incitation et l'accompagnement à l'accroissement de la production et de la consommation locale,
- La limitation de l'importation des biens déjà produits sur place afin de réduire le grand déficit de notre balance commerciale,
- Un soutien conséquent aux entreprises afin de les sauver des méfaits de la crise sécuritaire et de la pandémie de la COVID-19,
- La diminution de la pression fiscale.

Nous interpellons, à travers cette déclaration, tous les acteurs de la vie socio-politique de notre pays, à avoir un sursaut d'honneur patriotique pour ramener la paix, la stabilité, la cohésion sociale et le développement.

Un grand peuple est celui qui sait braver des grosses épreuves comme celles que connaît notre pays actuellement. Nous devons tous puiser au fond de nous, l'humilité, la foi, la force du pardon et de la réconciliation afin de refonder un Cameroun uni et fort dans sa diversité.

Puisse Dieu bénir et veiller sur le Cameroun éternel, berceau de nos ancêtres.

Fait le 19 Novembre 2020.

Ont signés :

Noms et Prénoms	Conseil Départemental	Qualité	Signature
NGAPMOW Louis	NDE	Président	
Fo'o FONDSO DAVID	HAUT-NKAM	PRESIDENT	
Fo'o TAKHOUKAM Jean R.	Hauts plateaux	président	
Fo'o MOUNBE MITERRAND	MFI	PRESIDENT	
Fo'o Teigni Detio Jean	Bamboutou	Président.	
Pouokam Georges Déché	Koung-Khi	Président	
M. Guenegni Genta	Menoua	président	



Pour le CCTO,
Le Président Exécutif

Sa Majesté TCHIO Maurice.
Fo'o des Bamendjo